

Démarche : PREFECTURE 971 - FIPD 2026 - Sécurisations : vidéoprotection de la voie publique, sécurisation des établissements scolaires, équipements des polices municipales et sécurisation des sites sensibles

Organisme : Direction du cabinet, bureau de la sécurité intérieure

Identité du demandeur

Email

Etablissement
SIRET

Dénomination

Forme juridique

Formulaire

SITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE DEMANDES DE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE (FIPD) - EXERCICE 2025

Vous ne pouvez déposer qu'un projet à la fois. Merci de vous assurer que votre projet est éligible et correctement déposé (cf appel à projets en annexe).

Vous avez besoin de votre numéro SIRET pour déposer votre demande de subvention. Assurez vous que les données qui y figurent soient à jour et correspondent bien à celles de votre RIB (adresse, dénomination de la structure).

Contacts

Civilité du responsable de l'action

Interlocuteur privilégié des services de l'État pour toute question relative au projet.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Madame

☐ Monsieur

Nom du responsable de l'action

Interlocuteur privilégié des services de l'État pour toute question relative au projet.

Prénom du responsable de l'action

Interlocuteur privilégié des services de l'État pour toute question relative au projet.

Fonction du responsable de l'action

Mail du responsable de l'action

Numéro de téléphone du responsable

Nature du projet

Type de projet

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Vidéoprotection des espaces publics
- ☐ Sécurisation des établissements scolaires
- ☐ Équipement des polices municipales, des gardes champêtre et des ASVP
- ☐ Sécurisation d'un site sensible

Création, extension ou renouvellement

Préciser si le projet est une extension/renouvellement, d'un dispositif existant ou une création.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- ☐ Création
- ☐ Extension
- ☐ Renouvellement de matériel existant

Objectifs de l'action

Précisez les objectifs concis poursuivis par votre projet et les raisons le justifiant, notamment au regard de la prévention de la délinquance (limité à 1 000 caractères).

Description de l'action

Description précise de l'action en vue de répondre aux objectifs ciblés. Préciser les différentes phase de votre projet s'il y en a, ainsi que les lieux précis d'implantation des caméras, leur nombre et leur finalité et/ou les travaux dédiés au CSU.

Description de l'action

Description précise de l'action en vue de répondre aux objectifs ciblés. Préciser notamment le nom des établissements concernés par l'action, le cycle, le nombre d'élèves inscrits ainsi que la précision des lieux et des dispositifs de sécurité qui seront mis en place pour chacun des sites concernés (alarmes, portails, clôtures,...).

Type d'équipement

Vous ne pouvez sélectionner qu'un type d'équipement. Si vous projetez de vous équiper d'un autre type de matériel, celui-ci doit faire l'objet d'une seconde demande de subvention.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Gilets pare-balles

☐ Caméras mobiles

☐ Terminaux portatifs de radiocommunication

Préciser le nombre d'équipement

Gilets pare-balles, caméras mobiles ou terminaux portatifs de radiocommunication.

Public cible

Public bénéficiaire

Préciser s'il s'agit d'équiper des personnels non-équipés ou de sursoir à un renforcement des effectifs de la police municipale.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Agent déjà en service non équipé

☐ Renforcement des effectifs de la police municipale

☐ Renouvellement de matériel existant

Public bénéficiaire

Préciser le nom des établissements scolaires concernés, le cycle, ainsi que le nombre d'élèves inscrits.

Public bénéficiaire

Préciser la nature du public visé par le sécurisation de l'espace.

Période de réalisation

Date prévisionnelle de démarrage de l'action

Attention la date de démarrage de l'action ne peut être antérieure à la date de dépôt de la présente demande de subvention. Une fois l'accusé de réception actant de la complétude de votre dossier, vous pourrez engager les premières dépenses relatives à votre projet.

Date prévisionnelle de fin de réalisation

Généralement au 31 décembre de l'année en cours (ou 30 juin de l'année N+1).

Budget du projet

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

D'autres subventions sont-elles sollicitées pour le même projet

Le cas échéant, préciser la nature de la demande (ex : DETR, DSIL, fonds vert, fonds régionaux...)

Montants des financements publics sollicités (hors FIPD)

Localisation du projet

Arrondissement dont vous dépendez

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Arrondissement de Basse-Terre

☐ Arrondissement de Pointe-à-Pitre

Le territoire d'intervention concerne-t-il une ZSP

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Oui

☐ Non

☐ En partie

Le territoire d'intervention concerne-t-il les QPV

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Oui

☐ Non

☐ En partie

La commune dispose-t-elle d'un CLSPD ou fait-elle partie d'un CSPD ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Date de la dernière réunion du CLSPD/CISPD

Budget dédié à l'action

Coût global de l'action

Précisez ici le montant total du budget :

- Montant HT lorsque votre organisation relève du régime de la TVA ou du FCTVA,

- Montant TTC lorsque la TVA n'est pas récupérée.

Attention, le montant indiqué doit correspondre au budget prévisionnel de votre projet et être concordant avec les devis joints à la présente demande de subvention.

Montant de la subvention FIPD sollicitée

Merci de vérifier que le montant indiqué correspond au budget prévisionnel de votre projet et prévoit un taux de subventionnement cohérent.

Complément d'information

Information complémentaire éventuelle

Cette rubrique vous permet d'apporter des précisions complémentaires susceptibles d'éclairer davantage les financeurs sur la pertinence de votre action.

Numéro RNA

Pour les associations

Déclaration

Civilité du représentant légal

Maire ou président d'association

Nom du représentant légal

Prénom du représentant légal

Fonction du représentat légal

Adresse mail du représentant légal

Attestation sur l'honneur

J'atteste être le (la) représentant(e) légal(e) de la personne morale portant le projet, ou être autorisé(e) pour celui-ci à déposer cette demande de subvention.

ATTENTION

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 4441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de service ou de l'Établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pièces jointes

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Attestation de dépôt du dossier de demande de subvention (extrait du cerfa N°12156-06)

A renseigner, dater et signer (par le représentant légal ou son délégué).

ATTENTION se formulaire est le seul existant, il est à renseigner également par les collectivités territoriales.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Délégation de signature

Obligatoire si l'attestation ci-dessus est signée par tout autre personne que le représentant légal.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Plan de financement du projet

Joindre le budget prévisionnel de l'action (sous forme du modèle ci-joint ou assimilé)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ RIB

Labelisation du RIB

Trésorerie, structure de rattachement,...

Détailler l'IBAN

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Avis de situation au répertoire SIRENE

<https://avis-situation-sirene.insee.fr/>

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Délibération du conseil municipal ou communautaire portant autorisation de la demande

Obligatoire pour les collectivités

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Comptes approuvés au dernier exercice clos

Obligatoire pour toutes les associations

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Le rapport du commissaire aux comptes

Obligatoire pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles ayant reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons et subventions

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Le dernier rapport d'activité approuvé

Obligatoire pour toutes les associations

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Statuts de l'association

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Liste des personnes chargées de l'administration

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection

ATTENTION ce formulaire est à transmettre en parallèle au bureau des polices administratives, en charge de l'instruction de ces demandes (<https://www.interieur.gouv.fr/Videoprotection/Tele-procedure/?nomobredirect=true>).

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Toute étude ayant conduit à justifier le projet

Études, diagnostics,...

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Le plan de positionnement des caméras

Le plan de positionnement fait apparaître toutes les caméras concernées par le projet et l'angle de vue envisagé.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Le plan de positionnement des caméras

Si votre projet comprend un dispositif de vidéoprotection.

Le cas échéant, le plan de positionnement fait apparaître toutes les caméras et l'angle de vue envisagé.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Fiche descriptive du projet de vidéoprotection

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Devis

Joindre les devis détaillés mis à jour (en une seule pièce)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Diagnostic des référents sûreté

Joindre l'avis des référents sûreté de la police ou de la gendarmerie

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Attestation PPMS

Une attestation du porteur de projet indiquant que le ou les établissements concernés par la présente demande de subvention dispose(nt) d'un plan de mise en sûreté au risque terroriste.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Validation technique du STSISI

Validation technique de interopérabilité à demander auprès du service des technologies et des systèmes d'information : stsisi.interoperabilite@gendarmerie.interieur.gouv.fr et sdrr.stsisi@gendarmerie.interieur.gouv.fr et stsisi.acropol@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Engagement de conformité

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Convention de coordination

La convention de coordination entre la police municipale et les forces de police ou de gendarmerie en cours de validité.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Attestation de non recours à l'intelligence artificielle

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Attestation de non commencement d'exécution

Le responsable légal atteste que le projet d'installation n'est pas démarré ou que le matériel n'est pas commandé.